

**CHU AMIENS PICARDIE, établissement support du
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD**

1 Rond-point du professeur Christian CABROL
80054 AMIENS

ACHETEUR

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL de MONTDIDIER - ROYE
25, Rue Amand de Vienne
80500 MONTDIDIER

MAITRE D'OUVRAGE

Affaire n°25TE0073
Travaux d'amélioration de la sécurité incendie
et de remplacement partiel du SSI
du centre hospitalier intercommunal de Montdidier – Roye
- Relance du lot n°3 -

DOSSIER DE CONSULTATION D'ENTREPRISES

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

C.C.A.P.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYENS de l'OISE

2, rue des Finets - 60607 CLERMONT CEDEX

MAITRE d'ŒUVRE

Ingénieur en chef : P. SAGAN

DCE

PS/PC/GM/GCSMO 2024

Edition : Avril 2025

Modifications

PREAMBULE

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord-Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas- De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas- De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord- Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 établissements le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation.

Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été□ constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais- Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT- n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés sont régulièrement été□ publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts de France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU AMIENS PICARDIE a été

désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU AMIENS PICARDIE est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT SOMME LITTORAL SUD.

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

Compétences de l'établissement support et des établissements parties

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU AMIENS PICARDIE, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.
- Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

ARTICLE PREMIER - OBJET du MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent des **travaux d'amélioration de la sécurité incendie et remplacement partiel du SSI du Centre Hospitalier Intercommunal de MONTDIDIER - ROYE.**

Cette procédure concerne uniquement la relance du lot n°3 « Menuiseries intérieures – Faux plafonds – Cloisonnement - Petites maçonneries – Revêtements de sols ».

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) généralités communes et dans le C.C.T.P. propre à chaque lot du marché, complétés par les plans établis par les concepteurs, ainsi que par les pièces jointes au dossier de consultation des entreprises (D.C.E.).

Les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse indiqué par l'entrepreneur dans son acte d'engagement.

1.2. Type de procédure

Une procédure adaptée ouverte a été lancée le 20/01/2025 (avis de publicité initial n° 25-6806 paru au B.O.A.M.P. le 20/01/2025), pour une remise des offres fixée au 27/02/2025 – 12h00.

La procédure initiale a été déclarée infructueuse pour absence d'offre conforme par décision en date du 31/03/2025 (avis d'infructuosité n° 25-37216 publié au B.O.A.M.P. le 02/04/2025).

La nouvelle consultation est passée selon une **procédure adaptée ouverte** avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique (C.C.P.).

Le marché comporte des conditions particulières d'exécution liées à l'environnement, mais pas au domaine social.

1.3. Durée du marché et délai global d'exécution

Suivant planning prévisionnel en annexe du D.C.E.

1.3.1 – Durée du marché

Le marché commence à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de la période de la période de garantie de parfait d'achèvement (GPA).

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

1.3.2 - Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution est de **7 mois** comprenant :

- **1 mois de période de préparation** (par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux) à compter de la date indiquée dans l'ordre de service général de démarrage, ou à défaut à compter de sa date de notification.

- **5 mois maximum pour la réalisation des travaux.** Les travaux commenceront à l'issue de la période de préparation par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du C.C.A.G. Travaux.

Le délai maximum d'exécution des travaux comprend les congés payés, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

- **1 mois pour la levée des réserves** à compter de la réception des travaux.

Un planning sera établi et rendu contractuel sur décision du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, après ajustements lors de la période de préparation. Le planning définitif sera remis au titulaire par le maître d'œuvre, pour signature.

Des pénalités pourront être appliquées sur la base des échéances fixées dans ce dernier planning.

Le planning devra prendre en compte les délais nécessaires à l'approvisionnement des produits et équipements demandés.

1.4. Tranches, prestations supplémentaires éventuelles, variantes, allotissement

1.4.1. Tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

1.4.2. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

1.4.3. Variantes

1.4.3.1 Variante imposée

Ce marché ne fait pas état de variantes exigées.

1.4.3.2 Variantes entreprises

Les variantes libres des entreprises sont interdites.

1.4.4. Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), ce marché est décomposé initialement en 3 lots :

☐ Lot 1 – Courants Forts – Courants Faibles (1-1) – Détection incendie – Asservissements (1-2)

☐ Lot 2 – Désenfumage – Plomberie - Chauffage

☒ **Lot 3 – Menuiseries intérieures – Faux plafonds – Cloisonnement – Petites maçonneries – Revêtements de sols**

Le lot fera l'objet d'un marché distinct.

1.4.5 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique (C.C.P.), un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.5. Acheteur - Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'œuvre

L'Acheteur est :

CHU Amiens Picardie
Etablissement support du GHT Somme Littoral Sud
1 Rond-Point du Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS

Le Maître d'Ouvrage est :

C.H.I. de MONTDIDIER – ROYE
25, Rue Armand de Vienne
80500 MONTDIDIER

Le Maître d'Œuvre est :

Le Groupement de Coopération Sanitaire de Moyens de l'Oise
Bureau d'études
2, rue des Finets
60607 CLERMONT CEDEX

1.6. Contrôle technique

SOCOTEC Agence Construction Amiens
Pôle Construction & Immobilier Hauts de France
1 allée de la Pépinière
80480 DURY

1.7. Coordination hygiène et sécurité

Bureau VERITAS Construction
299 rue du Général de Gaulle
59700 MARC EN BAROUEL

1.8. Coordination SSI

QUARDINA

180 rue du Général de Gaulle
ZAC de la Blanche Tâche
CS 80720
80450 CAMON

1.9. Amiante

APAVE Bâtiment Picardie
7 bis rue Henri Adnot
CS 10537
60200 COMPIEGNE

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES du MARCHÉ

Les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération.

2.1. Pièces particulières du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. travaux 2021, les pièces contractuelles constitutives du marché sont énumérées ci-après :

1. Acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes la ou les déclarations de sous-traitance faites lors du dépôt de l'offre.
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) généralités communes et le C.C.T.P. propre à chaque lot et leurs éventuelles annexes :
 - Le quitus de formation.
 - La procédure d'intervention en milieu occupé
 - La procédure d'ouverture des plafonds
 - Les plans *(les plans établis à une échelle plus proche de la vraie grandeur prévalent sur ceux établis à une échelle plus éloignée)*.
4. Le cahier des charges fonctionnel du S.S.I. (C.D.C.F. S.S.I.),
5. Le rapport initial du contrôle technique (R.I.C.T.),
6. Les diagnostics amiante.
7. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.),
8. La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.),
9. Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 29.2.3 du C.C.A.G. travaux 2021 et comportant les dates de début et de fin de travaux.
10. Le mémoire technique de l'entreprise.
11. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

2.2. Pièces générales du marché

1. Le code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
2. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
3. La notice de sécurité S.S.I ;
4. Les rapports de la commission de sécurité ;
5. Le rapport de visite périodique S.S.I. APAVE.
6. L'ensemble des lois et règlements visés aux C.C.T.P.

ARTICLE 3 - PRIX et MODE d'EVALUATION des OUVRAGES - VARIATION dans les PRIX - REGLEMENT des COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement (ATTRI 1) indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses éventuelles sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants éventuels.

3.2. Tranche conditionnelle

Sans objet.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3.3.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis en considérant :

- les sujétions d'organisation du chantier dans le site,
- les sujétions liées au site lui-même et à son activité,
- les frais spéciaux cités dans le présent document,
- les frais de coordination du titulaire d'un marché vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels y compris la marge de ce titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants,
- les frais de gestion du groupement en cas de cotraitance,
- que l'entrepreneur, quelle que soit sa spécialité devra, sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les protections souples et rigides, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments,
- l'éloignement du chantier vis-à-vis du siège de l'entreprise,

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques,
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- les contraintes dues au bruit,

En tout état de cause, le Maître d'Ouvrage commandera un arrêt immédiat de l'engin responsable du bruit dépassant le seuil tolérable sans que l'entreprise concernée puisse prétendre à une quelconque indemnité de prix, ni de prolongation de délais.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer en temps opportun à la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

L'entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent à l'entrepreneur, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'Ouvrage ou à une prolongation de délais.

3.3.2. Règlement des travaux

3.3.2.1 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un **prix global forfaitaire**.

Les travaux feront l'objet d'une demande d'acompte mensuel présentée **avant le 25 de chaque mois** au Maître d'œuvre.

Selon les cas et l'avancement des travaux, l'opérateur économique présentera une situation, un mémoire définitif ou un mémoire unique.

3.3.2.2 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modification que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 14 et 15 du C.C.A.G 2021.

En tout état de cause, cela devra être acté par voie d'acte modificatif.

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le Maître d'Œuvre ou le Maître de l'Ouvrage.

L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire ou modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quels qu'en soient les motifs et l'étendue.

3.3.2.3 Prix en Euros

Les prix sont inscrits en euros uniquement.

3.3.4. Décomptes mensuels et demande de paiement finale

a) Généralités

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés et éventuellement des approvisionnements.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront remis au plus tard le trois du mois suivant celui de l'exécution et ce, dans les conditions prévues par les textes réglementaires.

Tout décompte non fourni à la date prescrite, sera reconduit au mois suivant.

Les décomptes mensuels seront cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix global forfaitaire.

Des acomptes seront versés mensuellement d'après les décomptes provisoires établis par l'entrepreneur.

b) Demande de paiement finale

Le projet de demande de paiement finale est établi par l'entrepreneur selon l'avant-projet dressé dans les mêmes conditions qu'en a) et selon les prescriptions définies à l'article 12.3 du C.C.A.G. 2021.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées dans les conditions définies ci-après.

La réglementation applicable est celle en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

3.4.1. Révision des prix

Les prix seront révisibles suivant les modalités fixées à l'article 3.4.3 et 3.4.4.

3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis au mois M_0 , soit le mois de la date limite de remise des offres finales.

3.4.3. Formule de révision - Choix des index ou indices de référence

Les prix seront révisables.

La révision se pratique sur le montant initial du marché, déduction faite des sommes dues aux sous-traitants.

La valeur initiale de l'index à prendre en compte est celle de la date limite de remise des offres finales.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause doit être appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations concernées telle que prévue par les documents particuliers du marché, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

La formule paramétrique pour la révision est :

$$C_n = \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$$

C_n = coefficient de révision

Le dénominateur I_0 est l'index BT du mois d'établissement du prix "mo".

Le numérateur I_n est l'index BT du mois d'exécution de la prestation, objet du décompte.

L'actualisation est faite avec l'index BT suivant :

Lot 1	Courants forts – Courants faibles – Détection incendie – Asservissement	Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 Identifiant 001710979
Lot 2	Désenfumage – Plomberie - Chauffage	Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010 Identifiant 001710974
Lot 3	Menuiseries intérieures – Faux plafonds – Cloisonnement – Petites maçonneries – Revêtements de sols	Index du bâtiment - BT18a - Menuiserie intérieure en bois - Base 2010 Identifiant 001710962

3.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant le ou les taux de T.V.A. en vigueur, dans le cadre des mesures réglementaires.

3.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1.000 du montant HT du marché.

Le paiement se fera conformément aux articles R2193-10 à R2193-16 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G. 2021.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents visés à l'article 3.6 du C.C.A.G. travaux Edition 2021, vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement si la demande d'acceptation a été transmise en lettre recommandée avec avis de réception du **C.H.I. de MONTDIDIER - ROYE**.

3.6. Délais de mandatement et de paiement, et intérêts moratoires

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jour(s) à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre ou, pour le solde, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.7. Modalités de facturation

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » :

<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER ROYE	268 000 163 00017

La facturation sera à établir en fonction du calendrier de passage.

Sur le montant de ce mandat seront éventuellement décomptées les pénalités mentionnées au présent C.C.A.P.

Chaque facture devra être accompagnée d'une copie des procès-verbaux d'admission afférents aux prestations et fournitures facturées si concernées.

Le non-respect des consignes ci-dessus entraînera le renvoi systématique des factures et suspendra le paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

ARTICLE 4 - DELAIS d'EXECUTION

4.1. Calendrier d'exécution

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution de l'ensemble du présent marché est fixé à l'article B6 de l'acte d'engagement et 1.3.2 du C.C.A.P.

Dans ce délai global sont compris la ou les périodes de préparation, la ou les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales et que les interventions de l'entreprise doivent être prévues en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché. Ce calendrier est annexé au C.C.A.P.

La date de départ du délai global d'exécution sera fixée par un ordre de service.

4.1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le Maître d'Œuvre établit, en concertation avec l'entrepreneur titulaire du marché le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnements, de fabrication en atelier ou en usine, les tâches caractéristiques dont se compose le lot, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération, les opérations préalables à la réception.

Pour l'établissement de ce calendrier, l'entrepreneur doit, dans les **5 jours** suivant la demande du Maître d'Œuvre, indiquer par écrit les définitions des tâches de son lot leur durée, les liaisons avec les tâches précédentes de son lot. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution,
- les moyens en personnel et matériels prévus,
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, raccordements concessionnaires, etc.

Après mise au point en accord avec l'entrepreneur et approbation par le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage, ce calendrier détaillé est notifié par ordre de service à l'entrepreneur qui en retourne un exemplaire au maître d'ouvrage, comportant la mention "lu et approuvé" suivie de la signature.

Conformément à l'article 1.3.2 ci-avant, c'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées au 4.3. ci-après.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le Maître d'Œuvre.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

Intempéries

Sans objet.

4.3. Pénalités – Retenues

L'application de pénalités et retenues ne font pas obstacle aux mesures coercitives objet de l'article 52 du C.C.A.G. 2021.

4.3.1. Pénalités pour retard dans l'exécution

4.3.1.1 Mode de calcul

Les pénalités définitives et retenues provisoires pour retard sont calculées à l'aide de la formule suivante :

$$P = 500 \text{ €} + (M/X)$$

dans laquelle :

P = montant H.T. de la pénalité définitive ou de la retenue provisoire par jour calendaire de retard.

M = montant H.T. du marché initial éventuellement modifié ou complété par les ordres de service et les actes modificatifs intervenus.

X = quotient ayant pour objet de moduler le taux des pénalités ou des retenues ayant pour valeur :

Lot 1	Courants forts – Courants faibles – Détection incendie – Asservissement	1 500
Lot 2	Désenfumage – Plomberie - Chauffaige	
Lot 3	Menuiseries intérieures – Faux plafonds – Cloisonnement – Petites maçonneries – Revêtements de sols	

4.3.1.2 Pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté au marché

Ces pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution du marché et la date d'expiration des travaux de ce marché fixée au calendrier détaillé d'exécution.

4.3.1.3 Retenue pour retard dans la réalisation des tâches

Des retenues journalières calculées selon indications de l'article 4.3.1.1 ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé.

4.3.1.4 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé à l'article 9.2 du présent C.C.A.P., aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées à l'article 4.3.1.1 ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G. 2021.

4.3.2. Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

- a) Retard dans l'installation de chantier par jour calendaire : **150 € H.T.** (cent-cinquante euros H.T.).
- b) Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public par jour calendaire : **150 € H.T.** (cent-cinquante euros H.T.).
- c) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : **150 € H.T.** (cent-cinquante euros H.T.).
- d) Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace par jour calendaire et par infraction constatée : **50 € H.T.** (cinquante euros H.T.).
- e) Non-respect des recommandations d'intervention en site occupé (horaire, nuisance, zone de travail) définies dans les pièces du marché par jour calendaire et par infraction constatée : **50 € H.T.** (cinquante euros H.T.).
- f) Dépose de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites par jour calendaire et infraction constatée : **200 € H.T.** (deux cents euros H.T.).
- g) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.).

Par document et par jour calendaire de retard : **200 € H.T.** (deux cents euros H.T.).
- h) Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus par jour calendaire : **50 € H.T.** (cinquante euros H.T.).
- i) Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction par jour calendaire : **150 € H.T.** (cent-cinquante euros H.T.).
- j) Retard dans la présentation chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction par jour calendaire : **150 € H.T.** (cent-cinquante euros H.T.).

- k) Retard dans le nettoyage du chantier par jour calendaire **300 € H.T.** (trois cents euros H.T.).
- l) Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier par jour calendaire : **300 € H.T.** (trois cents euros H.T.).
- m) Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier par absence : **300 € H.T.** (trois cents euros H.T.).
- n) Retard perturbant une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier : **300 € H.T.** (trois cents euros H.T.).

NOTA :

Un retard perturbant ces réunions et/ou visites
pourra être assimilé à une absence.

- o) Non-retour dans un délai de dix jours calendaires décomptés comme précisé à l'article 5 du C.C.A.G. des ordres de services par jour calendaire : **100 € H.T.** (cent euros H.T.).
- p) Remise en retard des DOE ou de tout autre document à fournir après exécution : **200 € H.T. par jour calendaire de retard.**
- q) Utilisation abusive du téléphone portable pendant les réunions par infraction : **100 € H.T.** (cent euros H.T.).

4.3.3. Cumuls de pénalités

Toutes les pénalités objet des articles 4.3.1 et 4.3.2 ci-devant sont cumulables.

ARTICLE 5 - CLAUSES de FINANCEMENT et de SURETE - GARANTIES

5.1. Retenue de garantie

Il sera appliqué sur tous les acomptes toutes taxes comprises délivrés au titulaire une retenue de garantie de 5 % (cinq euros pour cent euros).

Cette retenue de garantie est destinée à garantir, en outre, la bonne exécution des prestations ainsi que les sommes que le titulaire peut être débiteur pour quelque raison que ce soit, dans la limite du montant de ladite retenue de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, avant la première demande de paiement par une garantie à première demande (article R2191-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique). En cas de modification(s) du marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Cette retenue de garantie sera reversée au titulaire ou la garantie à première demande levée à l'expiration du délai de garantie, pour autant que le titulaire du marché a rempli, à cette date, toutes ses obligations au regard du Maître de l'Ouvrage.

5.2. Régime de l'avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article B.10.1 du C.C.A.G Travaux (option B), le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial du marché, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an.

Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du marché, divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance :

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE et PRISE en CHARGE DES MATERIAUX et PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits le cas échéant

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà

fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. 2021 et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant quantitatives que qualitatives sur le chantier.

6.3.2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3. Les ouvrages à construire constituent un établissement soumis au Code du Travail et un ERP.

Pour l'application de l'article GN 12 du règlement de sécurité visé à l'article R.143.12 du Code de la Construction et de l'Habitation, et dans les délais contractuels, l'entrepreneur adresse au Maître d'Œuvre et au bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'entrepreneur devra également produire des procès-verbaux pour les matériaux, ou éléments de construction, ou matériels qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu. Ce marquage pourra être du type CE selon le matériau.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Suivant C.C.T.P.

6.5. Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixé pour la réception

Tous les composants entrant dans la composition des ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ses composants ont à l'état neuf (y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier).

Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits au marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications.

6.6. Propriété industrielle et commerciale

Par dérogation à l'article 45 du C.C.A.G. 2021, c'est l'entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi des matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences dessins ou modèles, marques de fabricant ou de commerce, même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION des OUVRAGES

7.1. Plan général d'implantation des ouvrages

Sans objet.

7.2. Piquetage général

Sans objet.

7.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés existants

Sans objet.

7.4. Etat des lieux

Un état des lieux sera effectué avant le début de l'opération entre les entreprises le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Un procès-verbal sera établi et fera foi en cas de litige ou de contestation. Cet état de lieu portera sur les zones travaux et sur les locaux qui seront mis à disposition par le maître d'ouvrage pour mettre en place une installation de chantier provisoire.

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION et EXECUTION des TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, les intervenants, sans aucune exception, sont tenus de se soumettre à toute intervention du contrôleur technique, du coordinateur SPS et de l'organisme chargé de l'organisation, du pilotage et de la coordination dans le cadre des missions qui leur sont confiées directement par l'acheteur.

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation de **1 mois** (par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux) à compter de la date indiquée dans l'ordre de service, ou à défaut à compter de sa date de notification.

Il est notamment procédé, au cours de ces périodes, conformément aux articles 28.2 et 3 du C.C.A.G. 2021, aux opérations énoncées ci-après :

- ✓ Établissement par l'entrepreneur sous la coordination du Maître d'Œuvre dans les délais définis par ce dernier et ce par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G. 2021, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,

- ✓ Établissement des plans d'exécution des ouvrages, plans de synthèse, notes de calculs, études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.1 du C.C.A.G. 2021 et à l'article 8.2 ci-après. L'entrepreneur fera sous sa propre responsabilité les relevés nécessaires.
- ✓ Établissement du plan particulier de sécurité PPSPS prévu par la loi du 31/12/93 et le décret d'application du 26/12/94 relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers,
- ✓ Présentation au Maître de l'Ouvrage des attestations d'assurances objet de l'article 9.7 ci-après,
- ✓ Présentation par l'entrepreneur au maître d'œuvre puis au Maître de l'Ouvrage des échantillons et prototypes,
- ✓ Désignation des sous-traitants qui n'auraient pas été nommés en annexe de l'acte d'engagement du marché pour avis du maître d'œuvre et accord du maître d'ouvrage,

Exceptionnellement, cette désignation pourra intervenir au-delà de la période de préparation mais aucune intervention ne sera acceptée avant l'accord définitif du maître d'ouvrage.

- ✓ Protections des ouvrages neufs ou existants au cours des travaux,
- ✓ En règle générale, dépenses communes de tout chantier qui n'incombent pas directement à l'établissement mais découlent des travaux dont est responsable l'entreprise jusqu'à la prise de possession de tout ou partie des ouvrages.

8.2. Plans d'exécution - Etudes de détail - Etudes de synthèse

8.2.1. Généralités

A l'exception des documents établis par la Maîtrise d'Œuvre et joints au dossier marché, les plans d'exécution des ouvrages avec notes de calculs et notes techniques, les études de détail, des études de synthèse sont à la charge de l'entrepreneur.

Tous ces documents établis par l'entrepreneur sont soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

Les plans d'exécution et autres documents d'exécution font partie des obligations de l'entreprise au même titre que l'exécution de ses travaux.

Les retards dans la fourniture et l'établissement de ces plans feront l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3.2 ci-avant, que ces retards soient dus :

- à la non-présentation du document,
- au refus de l'approbation du Maître d'Œuvre.

8.2.2. Elaboration des plans d'exécution

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessus que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'exécution et de tous les

documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général "plan d'exécution").

L'entreprise est responsable et chargée de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix d'unités de l'entreprise même si plusieurs circuits de mouvements de plans sont nécessaires.

Aucune mise en fabrication ou exécution ne sera faite avant que le Maître d'Œuvre ait approuvé ou visé les plans d'exécution (et autres documents d'exécution). S'il en était autrement, l'entreprise serait entièrement responsable des conséquences de tous ordres qui peuvent en découler, refus de l'ouvrage, dépose ou démolition.

Les observations du Maître d'Œuvre seront prises en compte par l'entreprise qui éditera de nouveaux plans conformes à ces observations.

Les documents seront fournis à titre gratuit au Maître d'Œuvre pour approbation ou visa. Après approbation et visa, l'exemplaire reproductible est mis à disposition pour diffusion à l'entreprise à qui il appartiendra d'en assurer la reproduction.

L'entreprise a la charge de diffuser chaque document définitif en nombre suffisant au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre. Le schéma de circulation des plans sera déterminé par le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre est responsable de la circulation de ces plans.

Les plans d'exécution de l'entreprise devront être élaborés de concert avec les plans de synthèse de telle façon que les plans d'exécution puissent recevoir l'approbation du Maître d'Œuvre aux échéances fixées par le calendrier détaillé d'exécution visé en 4.1.2. ci-avant. En aucun cas, les plans de synthèse ne pourront se substituer aux plans d'exécution.

8.2.3. Plans de synthèse

Les plans de synthèse seront établis par le **titulaire du lot 1**.

8.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Conformément au décret 92.508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le Code du Travail, l'entreprise devra fournir au Maître de l'Ouvrage une attestation sur l'honneur certifiant que les travaux faisant l'objet du marché seront réalisés avec des salariés employés régulièrement au regard des articles du Code du Travail.

Conformément aux articles 27 et 29 de la loi 97-210 du 11 mars 1997, relative à la lutte contre le travail clandestin et à l'article 6 du décret 97-638 du 31 mai 1997, l'entrepreneur doit attester sur l'honneur qu'il n'est pas visé par les infractions des articles du livre II de la partie VIII du Code du Travail.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier, sera conforme à la législation en vigueur.

8.4. Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1. Installations de chantier

Les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ouvriers.

Les lieux mis à la disposition par le Maître de l'Ouvrage pour les installations de chantier doivent être remis en état avant l'expiration du délai global de l'ensemble de l'opération.

8.4.2. Imputation des installations de chantier

Tous les bureaux et équipements de chantier sont couverts par une assurance prise par l'entreprise contre les risques habituels (incendie, dégâts des eaux, vols explosions, etc.), le risque d'arrêt de chantier ou de retard qui résulterait de la disparition des documents stockés dans ces locaux, les pertes d'exploitation subies par les utilisateurs dans les conditions définies au 9.7.2 ci-après.

8.4.3. Lieux de dépôt

Dans la zone du chantier.

8.4.4. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Il sera fait application de la loi 93.1418 du 31/12/1993 et de ses textes d'application tels que le décret 94.1159 du 26/12/1994.

Elles sont prises par l'entrepreneur conformément aux règlements en vigueur.

a) **Pour locaux pour le personnel**

Voir généralités communes.

b) **Plan général de coordination PGCSPS**

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi du 31/12/93 concernant les travaux de plus de 400 heures effectués par des entreprises extérieures au sein de l'établissement.

c) **Assurance chantier/sécurité**

L'application des clauses précédentes ne libère pas l'entreprise de ses responsabilités en matière d'accident du travail. Par conséquent, l'entrepreneur a sa part de la police du chantier et de la sécurité, tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute que vis-à-vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux. Il doit également prendre les dispositions

nécessaires pour éviter le vol ou la détérioration des objets personnels de ses ouvriers.

d) Société de prévention

Aucune novation n'est apportée aux clauses précédentes si une société de prévention contre les accidents de travail est chargée par l'entreprise ou organismes habilités, de surveiller le matériel réalisé sur le chantier.

8.4.5. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les opérateurs économiques devront respecter les éventuels protocoles sanitaires qui pourraient être édités par l'OPPBTP.

Le titulaire ne pourra se prémunir d'une quelconque rémunération supplémentaire pour l'application des mesures figurant dans ces protocoles.

8.4.6. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Sans objet.

8.4.7. Usage des voies publiques

Sans objet.

8.4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Sans objet.

8.5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché est résilié par application des articles 50 ou 52 du C.C.A.G. 2021, le Maître de l'Ouvrage désigne un responsable chargé d'assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce, jusqu'à désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du titulaire du marché résilié.

8.6. Autorisations administratives

A l'exception du permis de construire et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. 2021, c'est l'entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

8.7. Dépenses d'intérêt commun, compte des dépenses communes, convention interentreprises

8.7.1. Objet

Sans objet.

8.7.2. Répartition des dépenses d'intérêt commun imputables soit à un entrepreneur déterminé, soit au compte des dépenses communes

Sans objet.

8.8. Prestations diverses

8.8.1. Nettoyage de chantier

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

L'entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'à la benne et ceci journallement. Il est responsable des déchets occasionnés par ses sous-traitants.

Outre l'application des pénalités visées à l'article 4.3.2 ci-avant, dès que les opérations de nettoyage atteignent un retard de deux jours, le Maître d'Œuvre peut, sans mise en demeure, faire procéder aux opérations de nettoyage par tout entrepreneur de son choix, les frais en résultant étant supportés par l'entrepreneur défaillant.

8.8.2. Préchauffage des bâtiments

Sans objet.

8.9. Echantillons, prototypes

L'entrepreneur est tenu de fournir aux dates indiquées, les échantillons des prestations prévues.

Il est également tenu de fournir aux dates indiquées, les prototypes des prestations prévues.

Ces échantillons et prototypes sont présentés à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Ce n'est qu'après accord du Maître de l'Ouvrage que les échantillons et prototypes seront considérés comme acceptés.

Les échantillons et prototypes présentés restent la propriété de l'entrepreneur et ne sont repris par celui-ci que lorsque l'ordre de les retirer lui est donné.

8.10. Réunions

8.10.1. Réunions de chantier

Elles ont lieu **1 fois par semaine** selon les besoins, aux jour et heure fixés, sur le site. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

L'entrepreneur est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'Œuvre et ayant tout pouvoir de

décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il a été spécialement convoqué.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au § 4.3.2) ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Le remplacement de l'entrepreneur ou du représentant qualifié par un collaborateur non qualifié pour engager la responsabilité de l'entrepreneur sera considéré comme absence et pénalisé comme telle.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point de l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance de l'entreprise, du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par le Maître d'Œuvre, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent, les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux.

Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

8.10.2. Réunions d'études et de coordination

Elles ont lieu à l'initiative du Maître d'Œuvre, aux jours et aux heures fixés.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'Œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au § 4.3.2) ci-avant.

Ces réunions devront permettre la coordination des études qui conditionnent l'élaboration des plans d'exécution et de synthèse, la coordination que nécessitent l'enchaînement des différentes tâches, la mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

Un procès-verbal de réunions sera établi et diffusé par le Maître d'Œuvre.

8.10.3. Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du Maître d'Œuvre aux jour et heure fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'Œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au § 4.3.2) ci-avant.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent.

8.11. Voisinage

Sans objet.

8.12. Recours, contraventions, amendes

L'entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par l'entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

ARTICLE 9 - CONTROLE et RECEPTION des TRAVAUX

9.1. Essais et contrôles des ouvrages

9.1.1. Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et/ou par le C.C.T.P. sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par l'organisme ou le laboratoire désigné ou agréé.

Sont également à la charge de l'entrepreneur, les essais et vérifications de fonctionnement conformément aux dispositions figurant dans les fiches d'attestation d'essais de fonctionnement issues de l'AQC.

En accord avec le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G. 2021, si les essais et/ou contrôles prévus au marché ou demandés par le Maître d'Œuvre s'avèrent négatifs ou défectueux, ils sont mis en totalité à la charge de l'entrepreneur défaillant ainsi que tous essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

9.1.2. Vérifications techniques

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques leur incombant aux termes de la loi du 4 janvier 1978 sur l'assurance.

En particulier, l'entrepreneur doit, pendant la période de préparation définie, préciser au Maître d'Œuvre, son programme de contrôle interne et les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

9.2. Réception

9.2.1. La réception des ouvrages sera prononcée, conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G. 2021 en tenant compte des dispositions suivantes :

- L'entreprise doit fournir les procès-verbaux d'essais et vérifications de fonctionnement auxquels elle doit procéder sur les installations qu'elle réalise suivant les fiches d'attestation d'essai de fonctionnement.
- La réception aura lieu dès l'achèvement des travaux.
- Elle sera prononcée par le représentant légal du Maître de l'Ouvrage, si le Maître d'Œuvre estime que les travaux sont recevables, conformément à l'article 41 du C.C.A.G. 2021.
- Le Maître d'Œuvre devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages, dans un délai de 20 JOURS fixé à l'article 41.1 du C.C.A.G. 2021 à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement complet des travaux.
- La réception est subordonnée à la production, par le Bureau de Contrôle et par le Coordonnateur S.S.I., des certificats de conformité prévus dans le cadre de ses missions envers le Maître d'Ouvrage.
- Le procès-verbal dressé par le Maître d'Œuvre fait état, le cas échéant, des réserves motivées par des omissions ou imperfections et indique les travaux correspondants à exécuter.
- Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'Œuvre, le Maître de l'Ouvrage décide si la réception est prononcée avec ou sans réserves.
- Le Maître de l'Ouvrage fixe la date à retenir pour l'achèvement des travaux et notifie sa décision à l'entrepreneur dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal. Les frais inhérents au gardiennage et au préchauffage pendant cette période sont à la charge des entreprises.
- Toutes les garanties contractuelles ne commenceront à courir qu'à compter de la réception unique prononcée à l'achèvement complet des ouvrages prévus au marché.

9.2.2. Autres réceptions partielles

Sans objet.

9.2.3. Procédure de levée des réserves

Le délai d'exécution des travaux fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service.

Dans les cas d'urgence et/ou touchant l'hygiène ou la sécurité (fuite d'eau, disjonction de l'installation électrique, problème de mise à la terre, panne de chauffage, etc.), l'entrepreneur s'oblige à intervenir sous les 24 heures à compter de la réception d'une télécopie l'informant du problème.

Toutefois, son intervention devra être immédiate si l'information reçue concerne la sécurité des personnes.

Passé ces délais, le Maître d'ouvrage aura toute latitude pour remédier aux désordres en lieu et place, aux frais et charges de l'entrepreneur, en l'ayant informé du coût desdits travaux.

Lorsque l'entrepreneur aura procédé aux finitions et réfections contractuellement et légalement dues, il devra en demander la constatation par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Maître d'ouvrage avec copie au Maître d'Œuvre.

Les travaux acceptés par le Maître d'ouvrage devront faire l'objet d'un procès-verbal rédigé par le Maître d'Œuvre.

9.2.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

A l'achèvement des travaux et après réception, la prise de possession des locaux, sera effectuée par l'établissement.

9.2.5. Garantie de parfait achèvement

L'entrepreneur donnera au Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 1792-6 du code civil et sans préjudice du recours aux actions relevant des articles 1792 à 1792-4 du même code, une garantie de parfait achèvement d'une durée d'un an après la date de réception de l'ouvrage.

Cette garantie l'obligera, outre la levée des réserves visées à l'article 9.2.3., à la réparation à ses frais et risques de tous les désordres et de toutes les imperfections qui viendraient à se manifester au cours du délai précité et qui lui auront été notifiés par le Maître d'Ouvrage via le Maître d'Œuvre par email, ou qui auront été constatés au cours des visites.

Si des désordres ou imperfections, régulièrement notifiés par le Maître d'Ouvrage via le Maître d'Œuvre, n'ont pu être réparés avant l'expiration du délai de parfait achèvement, l'entrepreneur sera tenu de proroger contractuellement sa garantie jusqu'à l'exécution complète des travaux ou prestations nécessaires. Cette prorogation ne sera subordonnée à aucune formalité particulière et résultera de la seule constatation de l'inexécution des travaux et réparations nécessaires.

9.2.6. Garantie de bon fonctionnement et garantie de solidité des ouvrages

Le titulaire doit également les garanties suivantes :

- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert,
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

Le point de départ de ces délais correspond à la date d'effet de la réception des travaux.

9.3. Documents fournis après exécution

En complément de l'article 40 du C.C.A.G. 2021, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, être strictement conformes au matériel posé et se composer de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité l'utilisation du matériel,
- le manuel d'utilisation,
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages etc.,
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées),
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les opérations préalables à la réception sont conditionnées par la production conforme des notices de fonctionnement et d'entretien.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution constitués par les plans d'exécution et de synthèse sont mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. 2021 les plans et autres documents conformes à l'exécution sont remis au Maître d'Œuvre dans le mois qui suit la réception.

L'ensemble de ces documents est fourni en un exemplaire sur tirage papier et un exemplaire sur support informatique.

La remise des documents objet du présent article libère la tâche correspondante.

9.4. Mise au courant du personnel exploitant

L'entrepreneur titulaire du présent lot aura l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à leur disposition à cet effet par le Maître de l'Ouvrage.

Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

Elle peut intervenir durant le délai global d'exécution et/ou pendant la période de garantie.

9.5. Délai de garantie

Pas de stipulation particulière.

9.6. Garanties particulières

9.6.1. Garantie particulière d'étanchéité

Sans objet.

9.6.2. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9.6.3. Garantie particulière des revêtements de sols

Sans objet.

9.6.4. Garantie particulière des menuiseries extérieures

Sans objet.

9.7. Assurances

9.7.1. Assurances responsabilité civile et décennale

En application de l'article 8.1 du C.C.A.G. 2021, l'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile couvrant les dommages de toute nature causés aux tiers :

- pendant la durée des travaux, du fait des travaux avant réception ou du fait de son personnel en activité de travail ou des matériels qu'il utilise,
- après réception des travaux, du fait d'un événement engageant la responsabilité décennale ou biennale de l'entreprise jusqu'à prescription de la responsabilité décennale.

Il est tenu de fournir au Maître de l'Ouvrage, avant la signature de son marché, une attestation de l'assurance indiquant que l'entrepreneur est en règle quant au paiement des primes correspondant aux polices, indiquant le nom de la Compagnie d'Assurances, le numéro des polices, le montant des garanties en cas de dommages corporels, matériels et immatériels, le montant des franchises, ainsi qu'une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur du droit à notifier au Maître de l'Ouvrage et au Maître d'Œuvre tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des polices d'assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommage causé par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil,

au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risques, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

9.7.3. Assurance chantier

Il est rappelé à l'entreprise que le **Centre Hospitalier Intercommunal de MONTDIDIER** n'a pas obligation de souscrire une assurance dommage ouvrage "tous risques chantier" garantissant le vol ou la détérioration de ses matériaux ou ouvrages.

L'entreprise sera donc responsable des vols, détériorations ou pertes de matériaux et matériels. En aucun cas, la responsabilité de l'établissement ne sera engagée.

ARTICLE 10 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

ARTICLE 11 - DIFFERENTS ET LITIGES

Conformément à l'article 55 du C.C.A.G.-Travaux, le CHIMR et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CHIMR doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHIMR dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CHIMR dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance de règlement amiable des litiges :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) de Nancy-
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Erignac –53 038 NANCY Cedex

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Grefe du Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 - RESILIATIONS

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G. Travaux.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire :

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du C.C.A.G. Travaux. La résiliation pour faute n'ouvre pas droit à indemnisation.

Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire :

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du C.C.A.G. Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS au C.C.A.G. EDITION 2021

ARTICLE du C.C.A.P.	ARTICLE du C.C.A.G.	OBJET DE LA DEROGATION
1.3.2	18.1.1 et 28.1	Durée de la période de préparation et ordre de service « travaux »
2.	4	Ordre de priorité et documents
6.6	45	Propriété industrielle et commerciale
8.1	28.1	Durée de la période de préparation
8.1	28.2	Délai de remise du programme d'exécution
8.6	31.3	Autorisations administratives
9.1.1	38	Essais et contrôles
9.2	41	Réceptions
9.3	40	Documents fournis après exécution
12	51.2.3	Point de départ du délai de notification du décompte de résiliation

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-Travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.P.-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.